

Bruxelles, le 14 novembre 2012

Concept du Pooling & Sharing - Collaboration militaire dans le cadre européen et du Benelux (Audition Patrick DESCY – Secrétaire permanent CGSP-Défense)

Introduction

L'évolution du contexte géostratégique confirme, comme les récentes crises le montrent, l'importance qu'il faut porter aux capacités de défense et de sécurité d'un pays. Malheureusement, la réalité budgétaire fait que, si aucun département n'est épargné, notre Défense est de loin la plus touchée. Ceci a mené à la situation dans laquelle se retrouvent aujourd'hui nos Forces armées, comme vient d'ailleurs de le dénoncer une note interne rendue publique. Il y a un point dans ce document qui pourrait porter à discussion, c'est que le Ministre DE CREM est loin de porter à lui seul la responsabilité de la dérive actuelle, qui est le résultat d'un désintéressement quasi systématique des gouvernements successifs et qui s'est amplifié depuis 1989 lors du premier plan Charlier. Mondialisation, Europe et dividendes de la paix sont autant d'excuses utilisées depuis lors pour justifier le désinvestissement dont fait preuve la Défense.

La véritable question qui se pose aujourd'hui, c'est de savoir si l'Europe de la Défense et les différentes coopérations multilatérales seront suffisantes pour résoudre les difficultés auxquelles doivent faire face la plupart des Forces armées en Europe. En ce qui concerne la Belgique, la situation est probablement l'une des plus graves, car les choix programmatiques tardent tellement que cela provoquera bientôt l'abandon de certaines niches capacitaires, avec une fois de plus des répercussions négatives pour le personnel.

La Politique européenne de Sécurité et de Défense

L'Europe doit sortir du blocage dont la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) fait l'objet depuis son lancement. Pour cela, il faut impérativement mettre en œuvre la coopération structurée permanente (CSP), comme le prévoit le Traité de Lisbonne. Le temps presse, car le contexte politique et stratégique actuel restreint le créneau temporel utile et rend donc urgente une décision sérieuse.

En effet, en 2025, la part de l'UE dans le PIB mondial ne sera plus que de 20% et 30% de sa population aura plus de 65 ans. En 2050, la démographie de l'Asie représentera dix fois celle de l'UE, soit 55% de la population mondiale contre 5,3%. Pour l'UE, ses capacités à agir et à influencer sur le reste du monde dépendront des capacités démographique, économique et stratégique, pour ne citer que les principales.

C'est d'ailleurs notre ministre des Affaires étrangères, Didier REYNDERS, qui rappelait le 18 septembre 2012 à l'IRSD, que « *Faute de capacités de défense suffisantes, nos pays seront à la merci de chantages militaires et leur diplomatie s'en trouvera paralysée.* »

Sans CSP, les pays membres de l'UE n'auront plus d'objectif commun à atteindre, rien pour les tirer vers le haut et faire les efforts nécessaires pour garder une Défense crédible. Les collaborations multilatérales, qui ont le mérite d'exister, ne seront pas suffisantes, même si elles se multiplient, car elles ne portent pas sur une vision stratégique, mais uniquement sur l'aspect tactique. Rappelons que la tactique a pour objectif de gagner une bataille en utilisant les moyens de combat le plus efficacement possible. Elle est purement localisée et limitée dans le temps. La stratégie, par contre, a pour but d'atteindre un objectif global. Elle est, de ce fait, basée sur le long terme, afin de disposer des moyens nécessaires pour maintenir la paix ou pour gagner la guerre.

../..

De la même manière que l'Europe a fait fi de l'avis des Britanniques pour lancer la monnaie européenne, elle doit faire fi de l'avis des pays réfractaires à une armée européenne et lancer urgemment une CSP, car la Politique de Sécurité et de Défense commune de l'UE doit répondre aux évolutions stratégiques et jouer un rôle à part entière dans les relations extérieures de l'Union.

L'OCCAR et l'AED

Il est tout aussi urgent de s'assurer de la compatibilité des achats et des investissements de matériels militaires entre l'ensemble des pays européens, en assurant la compatibilité des stratégies et du matériel militaires des différents États membres. C'est pourquoi l'OCCAR et l'AED doivent faire l'objet d'un maximum de soutien et être développés plus avant, car le manque d'efficacité des dépenses budgétaires européennes en matière de défense provoque une perte énorme de ressources. Or, les États ne lancent pas assez de nouveaux programmes en coopération afin de préserver certaines de leurs activités industrielles militaires. C'est une erreur, car sur les 50 milliards d'euros d'investissements annuels dépensés par les pays européens en matière d'armement, le montant des programmes réalisés en coopération ne s'élève qu'à 9 milliards d'euros, soit moins de 20%.

Pooling & Sharing (P&S)

Le « pooling & sharing » ou la « smart defence » sont des initiatives qui peuvent être considérées comme intéressantes, puisqu'elles visent la réduction des coûts en mutualisant les capacités existantes. Le danger vient cependant du fait que pour beaucoup, ces initiatives puissent être utilisées comme un moyen pour faire moins, au lieu d'un atout pour faire plus ensemble. Nous n'avons pas réellement d'alternatives au développement et à l'acquisition en commun de capacités qui ne sont plus à la portée d'États individuels et qui sont pourtant indispensables. Il faut rappeler trois grandes lignes de force à ne pas confondre dans le P&S ; l'interopérabilité, la mise en commun et le partage. Si le premier principe est admis, le deuxième doit être amplifié, mais le troisième reste hélas un tabou pour la plupart des États membres.

Le « Ghent framework », sous présidence belge en septembre 2010, visait à court terme une collaboration étroite entre les différentes Forces armées, partant du principe que dans des domaines choisis, les moyens peuvent être regroupés et les capacités existantes peuvent être utilisées de façon plus efficace. Ceci devait permettre une défense européenne plus performante. S'il faut rendre hommage au Ministre DE CREM pour son implication personnelle dans cette initiative, force est de constater qu'il manque encore aujourd'hui un véritable inventaire des collaborations capacitaires existantes et de celles à envisager. Des trois cents niches capacitaires qui pourraient faire l'objet de programmes potentiels, la recherche et le développement, la fourniture de matériel, l'entretien, la logistique, la formation du personnel... sont les seuls grands domaines les plus évoqués.

Quelles que soit les formes de coopérations envisagées, il faudra qu'elles soient garanties sur le long terme, sans quoi nous ne trouverons pas de candidats au partenariat. Or, notre manque de vision stratégique et de planification des investissements risquent fort de les rendre impossibles.

Économies d'échelle et utilisation plus efficace des ressources

Notre ministre de la Défense expliquait un jour à des Parlementaires européens que le P&S, c'est de la mise en commun, mais aussi de la perte en commun pour maintenir de la capacité de défense. Et c'est bien là tout le problème. Certains États ne sont pas prêts à perdre une petite partie de leur capacité, ni de leur souveraineté. Pour faire du P&S, il faut partir du principe que ce ne sera pas toujours dans des conditions « gagnant-gagnant ». Et c'est une difficulté supplémentaire. Pour faire des économies d'échelle et gérer plus efficacement les ressources, il faudra se spécialiser, ce qui signifie perdre d'autres capacités. La question de savoir si nous y sommes disposés n'est même plus d'actualité, c'est devenu une évidence et une urgence. Un jour, il faudra passer par la mise en commun d'une partie des budgets de Défense, c'est-à-dire par la perte de souveraineté dans les décisions militaires. Si 17 de 27 pays membres de l'UE ont adopté l'euro, il est permis de croire à une armée européenne si une réelle volonté politique (ou une crise majeure) survenait.

../..

Et il est grand temps que cette volonté se manifeste, car l'Inde, la Chine, mais aussi d'autres pays émergents, font à présent des choix stratégiques importants, dans la composante navale notamment.

Il est extrêmement interpellant que l'UE ne se sente pas concernée par ces mêmes préoccupations stratégiques. Son manque de volonté ou son incapacité à procéder aux choix qui s'imposent en matière de Défense doit nous inciter à ne pas baisser la garde. Or, c'est précisément l'inverse que nous faisons en considérant que l'armée est bien moins importante que l'éducation, la santé, les services d'incendie, etc. Pourtant, il nous faut garder suffisamment de réserves pour faire face aux situations imprévues. Si l'éducation, la sécurité sociale, l'environnement sont des choses extrêmement importantes, elles le sont surtout dans un pays en paix et sécurisé. Ne prenons qu'un seul exemple, celui du commerce mondial. 90% des échanges commerciaux se font par voies maritimes, dont 10% passent par le golfe d'Aden. Un désengagement de l'UE dans la lutte contre la piraterie impliquerait des coûts énormes pour les armateurs, répercutés sur les consommateurs, avec au final des conséquences bien plus grandes pour les citoyens qu'un saut d'index !

Conclusion

Sans armée, pas de Nation et sans Nation à défendre, plus d'armée. L'avenir de la Défense belge doit être analysé en gardant à l'esprit qu'aujourd'hui notre sécurité ne se joue plus sur le pas de notre porte, mais à des milliers de kilomètres d'ici. Si nos frontières sont en sécurité, l'insécurité est devenue sans frontière. Sans une politique de sécurité et de défense commune ambitieuse, l'UE sera confrontée à un déclin stratégique et nous entraînera dans son sillage. Et malgré certaines tentatives comme l'Eurocorps, l'Europe est sans doute encore condamnée pour longtemps à n'être que la somme de capacités militaires individuelles susceptibles d'être engagées individuellement. Les coopérations seront donc indispensables, mais cela ne pourra se faire qu'en alignant les ambitions stratégiques, ce qui ne sera pas simple.

Patrick DESCY
Secrétaire permanent
Dirigeant responsable
CGSP-Défense